



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2014

Sommaire du rapport financier semestriel 2014

❖ Déclaration de la personne responsable	page 2
❖ Rapport semestriel d'activité	page 3
❖ Comptes consolidés semestriels résumés	page 5
❖ Rapport des contrôleurs légaux	page 22

Ce rapport financier semestriel est établi conformément au paragraphe III de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier et des articles 222-4 à 222-6 du règlement général de l'AMF.

DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Lyon, le 2 septembre 2014,

Thierry Lièvre
Président - Directeur Général

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2014, le groupe est constitué de 18 sociétés. Aucune variation de périmètre n'est intervenue sur l'exercice. Les filiales et sous-filiales sont consolidées à compter de leur date de prise de contrôle ou de création.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à la norme IFRS 3. Selon cette méthode, les actifs acquis et les passifs repris ainsi que les passifs éventuels assumés sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les compléments de prix (earn out) sont pris en compte dans le prix d'acquisition.

Présentation des comptes semestriels consolidés résumés

Les comptes consolidés annuels sont établis en conformité avec les règles de comptabilité et d'évaluation définies par le référentiel IFRS publié par l'IASB.

Les normes et interprétations retenues pour l'élaboration des comptes consolidés au 30 juin 2014 sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne au 30 juin 2014 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Les comptes semestriels sont établis et présentés selon la norme IAS 34. L'annexe aux comptes semestriels est présentée de façon résumée. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013 sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013, et détaillées dans le document de référence en date du 28 avril 2014, à l'exception de celles décrites dans le paragraphe suivant. En effet :

- les normes et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2014, notamment les normes et amendements de consolidation révisés (IFRS 10 « Etats financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats » et IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », IAS 28 R « participations dans les coentreprises et les entreprises associées »), et l'amendement de la norme IAS 36 n'ont pas d'impact sur les comptes du groupe. Pour information, aucune société n'est intégrée proportionnellement.
- U10 a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, interprétations et amendements adoptés par l'IASB et l'Union Européenne avant la date de clôture, ou non encore adoptées par l'Union Européenne, mais dont l'application anticipée aurait été possible, et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date. Il s'agit notamment de l'interprétation IFRIC 21 (droits et taxes), et des normes d'amélioration - cycles 2010-2012 et 2011-2013. Ces normes, amendements et interprétations, compte tenu de l'analyse en cours, ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les capitaux propres consolidés.

Par ailleurs, le groupe ne s'attend pas à ce que les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, et d'application obligatoire en 2014, mais non encore approuvés au niveau européen (et dont l'application anticipée n'est pas possible au niveau européen) aient un impact significatif sur les comptes des prochains exercices.

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels. Les informations communiquées en annexe portent uniquement sur les éléments, les transactions et les événements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du Groupe.

L'activité du Groupe est peu affectée par les variations saisonnières. Pour mémoire, lors de l'exercice 2013, 49% du chiffre d'affaires a été réalisé au cours du premier semestre et 51% au cours du second semestre.

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives concernent notamment l'évaluation des dépréciations d'actifs.

La crise économique et financière accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture, conformément à IAS 10.

Présentation de l'activité du semestre

Au cours du premier semestre de l'année 2014, l'activité est en hausse de +2,6%. Le résultat net est en repli de -300 k€ et représente 3,7% du chiffre d'affaires.

Au 30 juin 2014, le chiffre d'affaires semestriel s'élève à 103,4 m€ en hausse de +2,6% (+4,1% à dollar constant), avec une performance de près de +10% sur le pôle Asie et une activité en cumul stable (-0,5%) sur le pôle Europe.

Après un 1er trimestre plus contrasté, chacun des pôles Europe et Asie est en progression au 2ème trimestre :

- le pôle Europe enregistre un chiffre d'affaires de 32,4 m€ en augmentation de +3,5% par rapport au 2ème trimestre 2013,
- l'activité du pôle Asie progresse de +10,1% (+15,4% en dollars US) avec un chiffre d'affaires de 18,5 m€ contre 16,8 m€ en 2013.

Le Groupe maintient son taux de marge. Le résultat opérationnel courant s'élève à +6 166 k€ (6% du CA) contre 6 559 k€ au 30 juin 2013. Certaines dépenses non récurrentes générées ces derniers mois par la transition du nouveau management filiales conduisent à ce léger repli du résultat opérationnel courant.

Le résultat opérationnel s'élève à +6 160 k€ contre +6 570 k€ au 1^{er} semestre 2013.

Les charges financières sont en baisse de -239 k€ et s'élèvent à -425 k€ contre -664 k€ au 30 juin 2013, en lien avec la baisse de l'endettement.

Le résultat net s'élève à +3 781 k€ contre +4 080 k€ au 30 juin 2013.

L'endettement financier net continue à diminuer et s'établit en valeur à 23 474 k€ (contre 26 204 k€ au 31 décembre 2013 et 30 634 k€ au 30 juin 2013) : le gearing représente 26,5% des fonds propres contre 29,9% au 31 décembre 2013.

Le solde de l'emprunt obligataire s'élève à 11 263 k€ et le crédit-bail immobilier à 4 894 k€. U10 a remboursé en mars 2014 la cinquième échéance de l'OBSAR pour un montant de 5,7 m€.

Les flux de trésorerie dégagés par l'activité s'élèvent à +3 401 k€ (contre +5 141 k€ au 1^{er} semestre 2013 et +9 781 k€ sur l'année complète 2013). La marge brute d'autofinancement s'élève à +4 563 k€ contre +4 939 k€ au 1^{er} semestre 2013. Le besoin en fonds de roulement est en hausse de +1 161 k€ au 1^{er} semestre 2014.

Suite au remboursement des échéances annuelles d'emprunts au 1^{er} trimestre, l'endettement financier à court terme (disponibilités diminuées des concours bancaires courants) s'élève à -6 509 k€ contre -6 362 k€ au 30 juin 2013.

Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées décrites dans la note 5.7 des notes annexes aux comptes consolidés 2013 se sont poursuivies au cours du 1^{er} semestre 2014. Le détail des transactions réalisées au cours de ce semestre figure dans la note 5.6 de l'annexe aux comptes semestriels résumés au 30 juin 2014.

Procédures judiciaires et d'arbitrage

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litiges ou de faits exceptionnels susceptibles d'avoir ou ayant eu dans un passé récent, une incidence sensible sur la situation financière, l'activité, le résultat et le patrimoine de la société ou du Groupe.

Les litiges connus à la date d'arrêtés des comptes ont fait l'objet de provisions suivant la méthode décrite dans la note 5.1 «Règles et méthodes comptables» de l'annexe aux comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Evénements postérieurs à la clôture

Le 1^{er} septembre U10 a procédé au remboursement anticipé des 2 dernières échéances de l'emprunt obligataire historique (OBSAR) pour un montant de 11,3 m€. Ce remboursement a été réglé par la mise en place d'un prêt bancaire classique amortissable de 36 mois. Les échéances de l'OBSAR ont été maintenues au 30 juin 2014 conformément à l'échéancier d'origine.

Perspectives

Les 2 pôles du Groupe sont désormais en ordre de marche :

- Le pôle Asie a démontré sa capacité à développer son portefeuille clients dans un contexte géopolitique compliqué.
- Le pôle Europe, après une période de transition achevée, est prêt à entamer une nouvelle phase de son développement qui sera visible en chiffre d'affaires en 2015.

Gestion des risques

Il n'y a pas de nouveaux risques identifiés par rapport à ceux exposés dans le document de référence 2013, disponible sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site de la Société (www.u10.fr).

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

30 JUIN 2014

SOMMAIRE

1.BILAN CONSOLIDE	6
2.COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE ET ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	7
2.1.RESULTAT CONSOLIDE	7
2.2.ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	7
3.TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	8
4.VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	9
5.ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES	9
5.1. REGLES ET METHODES COMPTABLES	9
5.2. PRESENTATION DES POSTES DE BILAN	11
5.2.1. ECARTS D'ACQUISITION	11
5.2.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	11
5.2.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12
5.2.4. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	12
5.2.5. STOCKS	13
5.2.6. CREANCES COURANTES	13
5.2.7. DISPONIBILITES.....	13
5.2.8. PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS	13
5.2.9. INFORMATION SUR LE CAPITAL	14
5.2.10. PROVISIONS	14
5.2.11. ENDETTEMENT FINANCIER NET.....	14
5.2.12. DETTES COURANTES	15
5.2.13. INSTRUMENTS FINANCIERS	16
5.3. PRESENTATION DES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	16
5.3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES	16
5.3.2. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS.....	16
5.3.3. DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	16
5.3.4. CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	17
5.3.5. IMPOT SUR LES BENEFICES.....	17
5.3.6. BENEFICE PAR ACTION.....	17
5.4. INFORMATION SECTORIELLE.....	18
5.5. ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	19
5.6. PARTIES LIEES	20
5.6.1. ENTREPRISES LIEES.....	20
5.6.2. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS.....	20

1. Bilan consolidé

ACTIF		30 juin 2014			2013
K€	Note	Brut	Amort.	Net	Net
Ecarts d'acquisition	5.2.1	45 069		45 069	44 905
Autres immobilisations incorporelles	5.2.2	2 920	2 653	267	281
Immobilisations corporelles	5.2.3	20 199	9 912	10 288	10 417
Immobilisations financières	5.2.4	2 302	0	2 302	2 316
Impôts différés actifs	5.3.5	467	0	467	694
Total des actifs non courants		70 958	12 565	58 393	58 614
Stocks	5.2.5	54 894	705	54 189	49 491
Clients	5.2.6	33 686	766	32 921	32 761
Impôts courants	5.2.6	1 157	0	1 157	777
Autres créances et charges constatées d'avance	5.2.6	8 938	3 037	5 901	5 806
Disponibilités et quasi-disponibilités	5.2.5	15 648	0	15 648	18 042
Total des actifs courants		114 325	4 508	109 817	106 876
TOTAL		185 283	17 073	168 210	165 490

PASSIF		30 juin 2014		2013
K€	Note			
Capital			18 640	18 640
Prime d'émission et d'apport			12 807	12 807
Titres d'autocontrôle			-104	-81
Réserves et résultat			52 230	51 000
Capitaux propres - Part du Groupe			83 573	82 365
Intérêts minoritaires			5 130	5 246
Total des capitaux propres			88 702	87 611
Dettes financières à long terme	5.2.11		10 227	16 856
Provisions non courantes	5.2.10		742	708
Impôts différés passifs	5.3.5		1 079	1 018
Total des passifs non courants			12 048	18 582
Part à moins d'un an des dettes financières à long terme	5.2.11		6 707	7 197
Dettes financières à court terme	5.2.11		22 188	20 193
Provisions courantes	5.2.10		214	305
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5.2.12		28 742	22 520
Dettes d'impôt sur les sociétés	5.2.12		3	179
Autres passifs courants	5.2.12		9 605	8 904
Total des passifs courants			67 459	59 297
TOTAL			168 210	165 490

2. Compte de résultat consolidé et état du résultat global

2.1. Résultat consolidé

Compte de résultat consolidé - k€	Note	30 juin 2014	30 juin 2013
Chiffres d'affaires	5.3.1	103 408	100 774
Escomptes accordés		-522	-498
Produits des activités ordinaires		102 886	100 276
Consommations de marchandises, matières et sous-traitance		-71 658	-69 656
Charges de personnel	5.3.2	-9 853	-9 732
Autres produits et charges d'exploitation		-13 281	-12 672
Impôts, taxes et versements assimilés		-1 089	-1 098
Rés.opérationnel courant avant dotations aux amortissements et provisions		7 004	7 119
Dotations nettes aux amortissements et provisions	5.3.3	-838	-560
Résultat opérationnel courant		6 166	6 559
Autres produits et charges opérationnels non courants		-6	11
Résultat opérationnel		6 160	6 570
Produits financiers		95	75
Charges financières		-520	-739
Charges financières nettes	5.3.4	-425	-664
Impôts sur les bénéfices	5.3.5	-1 954	-1 833
Quote-part des sociétés mises en équivalence			6
Résultat net consolidé		3 781	4 080
Attribuable aux :			
Actionnaires du Groupe U10		3 643	3 828
Intérêts minoritaires		138	252
Résultat par action	5.2.9 et	0,20	0,21
Résultat net dilué par action	5.3.6	0,20	0,21

2.2. Etat du résultat global

Etat du résultat global - k€	30 juin 2014	30 juin 2013
Résultat net consolidé (report)	3 781	4 080
Réserves de conversion	155	217
Couvertures de flux de trésorerie, nettes d'impôts*	406	508
Autres éléments du résultat global	561	725
Résultat global	4 342	4 805
* dont effet d'impôts :	-203	-254
* dont repris en résultat consolidé, net d'impôt	-244	-139

Les autres éléments du résultat global ont tous vocation à être recyclés en résultat. En effet, les écarts actuariels sur les engagements de retraite n'ont pas été constatés sur les exercices présentés compte tenu de leur caractère non significatif (cf. note 5.1).

3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

K€	Note	30 juin 2014	2013	30 juin 2013
Résultat net de l'ensemble consolidé		3 781	9 369	4 080
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie		781	1 696	859
Dotations aux amortissements et aux provisions	5.2.2 & 5.2.3	754	1495	732
Variation des provisions pour risques et charges	5.2.10	-59	105	33
Variation des impôts différés	5.3.5	85	144	99
Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations		1	-58	-2
Divers		1	10	-3
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		4 563	11 065	4 939
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-1 161	-1 283	201
Stocks	5.2.5	-4 698	-5 033	-6 401
Clients et comptes rattachés	5.2.6	-56	1409	5 102
Fournisseurs	5.2.12	6 147	4 084	5 037
Autres créances et dettes d'exploitation	5.2.6 & 5.2.12	-2 554	-1744	-3 537
Flux net de trésorerie généré par l'activité		3 401	9 781	5 141
<i>dont impôt sur les sociétés décaissé</i>		<i>-2 440</i>	<i>-6 015</i>	<i>-3 722</i>
Acquisition d'immobilisations incorporelles	5.2.2	-120	-211	-126
Acquisition d'immobilisations corporelles	5.2.3	-566	-1236	-894
Acquisition d'immobilisations financières	5.2.4	-229	-131	-9
Cessions d'immobilisations	5.2.2 à 5.2.4	338	265	257
Encaissement sur cessions (Décaissement sur acquisitions) de titres de participation consolidés			-227	-233
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements		-577	-1 541	-1 006
Dividendes versés hors Groupe	4	0	-419	-424
Titres d'autocontrôle	4	-22	-8	-98
Rachat d'obligations		0	-83	0
Souscription d'emprunts	5.2.11	0	681	0
Avances de trésorerie reçues	5.2.11	0	0	0
Remboursement d'emprunts	5.2.11	-7 119	-7 565	-6 798
Variation des intérêts courus	5.2.11	-17	-15	-16
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-7 159	-7 409	-7 336
Incidence des variations de change		-72	235	9
Variation de trésorerie		-4 407	1 067	-3 192
Trésorerie d'ouverture	5.2.11	-2 103	-3 170	-3 170
Trésorerie de clôture	5.2.11	-6 509	-2 103	-6 362

Le tableau de flux a été constitué selon la méthode indirecte à partir du résultat net des entreprises intégrées. La trésorerie correspond aux disponibilités et valeurs mobilières de placement diminuées des concours bancaires courants.

Le montant des intérêts décaissés au cours de l'exercice s'élevé à 535 k€ (629 k€ au 1er semestre 2013).

Les dividendes relatifs à l'exercice 2013 et décidés par les assemblées générales lors du 1^{er} semestre 2014 seront mis en paiement après le 30 juin 2014.

4. Variation des capitaux propres consolidés

KE							Autres éléments du résultat global		Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Nombre d'actions ¹	Capital	Primes	Réserves et résultat	Actions propres	OBSAR	Juste valeur des instruments financiers	Ecart de conversion			
Capitaux propres consolidés au 31/12/2012	18 605 234	18 673	12 807	41 778	-173	1 375	-546	67	73 981	5 643	79 624
Résultat de l'exercice				8 724					8 724	645	9 369
Montant net des profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							70	-797	-727	-9	-736
Total des profits et pertes comptabilisés en 2013				8 724			70	-797	7 997	636	8 633
Titres d'autocontrôle	43 809			10	91				101		101
Distribution de dividendes des sociétés intégrées										-421	-421
Affectation du résultat de l'exercice précédent											
Autres mouvements	-33 667	-34		1 082		-1 375			-326		-326
Intérêts minoritaires issus de regroupements d'entreprises				612					612	-612	
Capitaux propres consolidés au 31/12/2013	18 615 376	18 640	12 807	52 206	-82		-476	-730	82 365	5 246	87 611
Résultat de l'exercice				3 644					3 644	137	3 781
Montant net des profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							406	158	564	-3	561
Total des profits et pertes comptabilisés en 2014				3 644			406	158	4 209	134	4 342
Titres d'autocontrôle	-4 150			4	-22				-18		-18
Distribution de dividendes des sociétés intégrées				-2 982					-2 982	-251	-3 233
Affectation du résultat de l'exercice précédent											
Autres mouvements											
Intérêts minoritaires issus de regroupements d'entreprises											
Capitaux propres consolidés au 30/06/2014	18 611 226	18 640	12 807	52 873	-104		-70	-571	83 574	5 129	88 703

¹ après élimination des titres d'autocontrôle, soit 24 356 au 31/12/2013 et au 28 506 30/06/2014.

Conformément aux décisions de l'Assemblée Générale du 21 mai 2014, la distribution d'un dividende de 0,16€ par action a été mise en paiement le 4 juillet 2014.

5. Annexe aux comptes consolidés résumés

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes consolidés annuels couvrant la période du 1er janvier 2014 au 30 juin 2014.

Les comptes consolidés semestriels résumés ont été arrêtés le 2 septembre 2014 par le Conseil d'Administration.

Faits marquants de l'exercice

Aucun fait marquant n'est intervenu au cours du 1^{er} semestre 2014. Pour mémoire, aucun fait marquant n'était intervenu au cours de l'exercice 2013.

5.1. Règles et méthodes comptables

Référentiel comptable

Les comptes consolidés annuels sont établis en conformité avec les règles de comptabilité et d'évaluation définies par le référentiel IFRS publié par l'IASB.

Les normes et interprétations retenues pour l'élaboration des comptes consolidés au 30 juin 2014 sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne au 30 juin 2014 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Les comptes semestriels sont établis et présentés selon la norme IAS 34. L'annexe aux comptes semestriels est présentée de façon résumée. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013 sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013, et détaillées dans le document de référence en date du 28 avril 2014, à l'exception de celles décrites dans le paragraphe suivant. En effet :

- les normes et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2014, notamment les normes et amendements de consolidation révisés (IFRS 10 « Etats financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats » et IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », IAS 28 R « participations dans les coentreprises et les entreprises associées »), et l'amendement de la norme IAS 36 n'ont pas d'impact sur les comptes du groupe. Pour information, aucune société n'est intégrée proportionnellement.
- U10 a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, interprétations et amendements adoptés par l'IASB et l'Union Européenne avant la date de clôture, ou non encore adoptées par l'Union Européenne, mais dont l'application anticipée aurait été possible, et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date. Il s'agit notamment de l'interprétation IFRIC 21 (droits et taxes), et des normes d'amélioration - cycles 2010-2012 et 2011-2013. Ces normes, amendements et interprétations, compte tenu de l'analyse en cours, ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les capitaux propres consolidés.

Par ailleurs, le groupe ne s'attend pas à ce que les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, et d'application obligatoire en 2014, mais non encore approuvés au niveau européen (et dont l'application anticipée n'est pas possible au niveau européen) aient un impact significatif sur les comptes des prochains exercices.

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels. Les informations communiquées en annexe portent uniquement sur les éléments, les transactions et les événements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du Groupe.

L'activité du Groupe est peu affectée par les variations saisonnières. Pour mémoire, lors de l'exercice 2013, 49% du chiffre d'affaires a été réalisé au cours du premier semestre et 51% au cours du second semestre.

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives concernent notamment l'évaluation des dépréciations d'actifs.

La crise économique et financière accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture, conformément à IAS 10.

Tests de dépréciation :

Des tests de dépréciation sont réalisés pour la clôture annuelle, pour tous les actifs non courants non amortis (essentiellement écarts d'acquisition), comme indiqué en note 5.1 de l'annexe aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.

Lors de l'arrêté des comptes semestriels, les tests de dépréciation ne sont réalisés que pour les actifs ou groupes d'actifs significatifs pour lesquels il existe un indice de perte de valeur à la fin du semestre, ou pour lesquels il existait un indice de perte de valeur à la clôture précédente.

Comme indiqué en note 5.1 de l'annexe aux comptes consolidés 2013, les tests de dépréciation sont réalisés uniquement en fonction de la valeur d'utilité des UGT.

Impôt sur le résultat :

La charge d'impôt du semestre est calculée par application du taux moyen effectif estimé pour l'exercice au résultat avant impôt.

La CVAE est présentée, comme en 2013, en résultat opérationnel courant, et non en charge d'impôt, dans l'attente d'une position des organismes de normalisation.

Le Groupe a opté pour une présentation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en moins des frais de personnel, conformément à la possibilité donnée par la norme IAS 20 - Subventions publiques.

Compte tenu de la qualification retenue, le CICE au 30 juin a été estimé par rapport aux dépenses courues sous-jacentes, et non pas au travers du taux moyen effectif d'impôt annuel.

Pour information, il n'y a pas d'impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables constatés sur les exercices présentés.

Avantages postérieurs à l'emploi :

Les avantages postérieurs à l'emploi sont recalculés au 30 juin 2014, sans modification des hypothèses actuarielles. Compte tenu de l'impact non significatif, la société n'a pas identifié en « autres éléments du résultat global » les écarts actuariels (liés aux hypothèses actuarielles et aux effets d'expérience) tant au 30 juin 2014 que pour les exercices précédents.

Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2014, le groupe est constitué de 18 sociétés. Aucune variation de périmètre n'est intervenue sur l'exercice.

Méthodes de conversion

Les comptes des filiales étrangères dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro, sont convertis en euros

- au taux moyen de la période pour le compte de résultat
- au taux de clôture pour les postes de bilan hors capitaux propres
- au taux historique pour les capitaux propres : les mouvements de l'exercice sont constatés en « autres éléments du résultat global », les écarts de conversion cumulés sont inscrits dans une colonne spécifique des capitaux propres consolidés.

Les goodwill provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des éléments de l'entité étrangère et sont donc exprimés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité. Ils sont convertis au taux de clôture à la fin de la période.

Les écarts de change liés aux opérations en devises et aux opérations de couverture liées sont constatés dans les rubriques correspondantes (principalement les achats).

Les taux de conversion des devises utilisés sont les suivants :

1 € =	30 juin 2014		31 décembre 2013		30 juin 2013	
	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture
Dollar US	1,370483	1,3658	1,32815	1,3791	1,313464	1,308

Evénements postérieurs à la clôture

La société a décidé de procéder au remboursement anticipé des 2 dernières échéances de l'emprunt OBSAR prévues initialement en mars 2015 et mars 2016.

Le remboursement, qui portera sur la somme de 11,3 m€, interviendra le 1er septembre 2014 et sera réglé par un prêt bancaire classique amortissable de 36 mois. Dans ce contexte, les échéances de l'OBSAR ont été maintenues au 30 juin 2014 conformément à l'échéancier d'origine.

5.2. Présentation des postes de bilan

5.2.1. Ecart d'acquisition

UGT	30 juin 2014			2013
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
Déco Textile	946		946	946
Déco Accessoires	19 568		19 568	19 568
Articles de mode	7 115		7 115	7 115
Trading	17 440		17 440	17 273
Total	45 069	-	45 069	44 902

K€	30 juin 2014	2013
Solde en début d'exercice	44 905	45 679
Variation de l'écart de conversion	166	-774
Autres	-3	
Solde en fin d'exercice	45 069	44 905

Aucun indice de perte de valeur n'a été détecté au 1^{er} semestre 2014 (cf. note 5.1). La mise en œuvre des tests de dépréciation n'avait pas conduit à constater de dépréciation lors de l'exercice 2013.

5.2.2. Immobilisations incorporelles

K€	30 juin 2014			Valeur nette 31 décembre 2013
	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	
Matrices - Dessins	734	519	215	202
Logiciels, brevets, licences, marques	2 098	2 051	48	74
Autres immobilisations incorporelles	85	83	1	6
Total	2 917	2 653	264	281

K€	Ouverture (net)	Acquisitions	Cessions	Dotations	Variation de périmètre	Autres mouvements	Clôture (net)
Matrices - Dessins	202	106		-92			215
Logiciels, brevets, licences, marques	74	14		-55			33
Autres immobilisations incorporelles	6			-4		14	15
Total	281	120		-151		14	264

La mise en œuvre des tests de dépréciation, selon les modalités définies au 5.1, n'a pas conduit à constater de dépréciation sur les exercices présentés.

5.2.3. Immobilisations corporelles

K€	30 juin 2014			Valeur nette 31 décembre 2013
	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	
Terrains	376		376	376
Constructions	9 484	3 210	6 274	6 487
Installations techniques, matériel et outillage	563	447	116	118
Agencements	7 593	4 469	3 124	3 071
Matériel de transport	267	101	166	161
Matériel et mobilier de bureau	1 861	1 684	177	190
Immobilisations en cours	55		55	14
Total	20 199	9 912	10 288	10 417

Les immobilisations corporelles incluent le retraitement du crédit-bail portant sur le terrain et les bâtiments de U10 et de L3C pour une valeur brute de 8 802 K€ et un amortissement cumulé de 2 389 k€. L'impact du retraitement du crédit-bail sur le résultat s'élève à +123 k€, après prise en compte de l'impôt différé.

K€	Ouverture (net)	Acquisitions	Cessions	Dotations	Ecart de conversion	Autres mouvements	Clôture (net)
Terrains	376						376
Constructions	6 487			-212			6 274
Installations techniques, matériel et outillage	118	16		-18			116
Agencements	3 071	324	-1	-275	3		3 123
Matériel de transport	161	111	-77	-30	0		166
Matériel et mobilier de bureau	190	58		-66	-4		177
Immobilisations en cours	14	58	-3			-14	55
Total	10 417	567	-80	-602	-1	-14	10 287

La mise en œuvre des tests de dépréciation, selon les modalités définies au 5.1, n'a pas conduit à constater de dépréciation sur les exercices présentés.

5.2.4. Immobilisations financières

K€	Ouverture (31 décembre 2013)	Acquisitions de l'exercice	Cessions de l'exercice	Ecart de conversion	Clôture (30 juin 2014)
Prêts au personnel	13	10	-9		14
Dépôts et cautionnements versés	782	119	-231		672
Autres immobilisations financières	1 522	99	-19	14	1 616
Total	2 316	229	-259	16	2 302

Le montant des dépôts et cautionnements versés correspond principalement à des dépôts de garantie concernant l'utilisation de locaux.

Dans la rubrique « autres immobilisations financières » figurent des dépôts bancaires bloqués pour un montant de 1 568 k€ (1 455 k€ en 2013), en garantie de lignes bancaires à court terme.

5.2.5. Stocks

K€	30 juin 2014			31 décembre 2013		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et autres approvisionnements	437		437	332		332
Marchandises	54 458	-705	53 753	49 775	-616	49 159
Total	54 894	-705	54 189	50 107	-616	49 491

Au 30 juin 2014, 55% des stocks ont été acquis il y a moins de 6 mois (65% au 31 décembre 2013).

5.2.6. Créances courantes

K€	30 juin 2014			31 décembre 2013
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
Clients	33 686	-766	32 921	32 761
Impôts courants	1 157		1 157	777
<i>Autres créances fiscales</i>	2 104		2 104	1 663
<i>Créances sociales</i>	24		24	20
<i>Débiteurs divers</i>	3 295	-3 037	258	248
<i>Instruments financiers dérivés</i>	111		111	0
<i>Avances et acomptes</i>	1 483		1 483	2 204
<i>Charges constatées d'avance</i>	1 921		1 921	1 670
Sous-total autres créances et CCA	8 938	-3 037	5 901	5 806
Total	43 782	-3 803	39 979	39 344

L'échéance des créances courantes est inférieure à un an.

Conformément aux normes IFRS, les créances données au factor sont reclassées en comptes clients. Leur montant s'élève à 11 527 k€ au 30 juin 2014 contre 12 515 k€ en 2013.

Les créances clients des sociétés françaises sont, pour partie, couvertes par des assurances crédit. 94% des créances clients sont non échues ou échues depuis moins de 3 mois. Les créances échues depuis plus d'un an représentent 3% du poste clients ; elles sont provisionnées à hauteur de 49% de leur valeur brute, compte tenu des assurances crédit et des perspectives de recouvrement.

Les impôts courants correspondent aux créances d'impôt société. Les autres créances fiscales sont constituées de TVA déductible ou à récupérer pour 1 989 k€, contre 1 470 k€ au 31 décembre 2013.

Les débiteurs divers sont composés pour l'essentiel de créances liées à la cession de la société C3M, pour un montant de 2 997 k€, totalement dépréciées. Des procédures de recouvrement sont toujours en cours sur ces créances.

Les instruments financiers dérivés correspondent à des instruments de couverture de trésorerie décrits en note 5.5.

Le montant des dépréciations des actifs courants s'élève à 3 803 k€ contre 3 830 k€ au 31 décembre 2013.

Les charges constatées d'avance sont à caractère d'exploitation.

5.2.7. Disponibilités

K€	30 juin 2014	31 décembre 2013
Valeurs mobilières de placement	1 958	0
Banques, comptes courants débiteurs	13 691	18 042
Total	15 648	18 042

Comme indiqué en note 5.2.4, les comptes bancaires bloqués ont été classés en actifs non courants pour un montant de 1 578 k€ au 30 juin 2014 (1.564 k€ au 31 décembre 2012). Les valeurs mobilières de placement sont des placements à court terme sous forme de SICAV de trésorerie.

5.2.8. Plans d'options de souscription d'actions

Il n'y a pas de plan de souscription d'actions en cours.

5.2.9. Information sur le capital

Il n'y a pas de procédures et objectifs fixés à l'avance. L'évolution et la gestion du capital se font en fonction des opportunités.

Dans le cadre du programme de rachats d'actions propres autorisé par l'assemblée générale des actionnaires, U10 a mis en place un contrat de liquidité ayant pour objectif d'animer le marché de ses actions. Au 30 juin 2014, U10 détient 28 506 actions dans le cadre du contrat de liquidité.

Evolution du capital au cours de l'exercice :

	2013	Augmentation	Diminution	30 juin 2014
Nombre d'actions composant le capital social*	18 639 732			18 639 732
Instruments dilutifs du capital				
Nombre total d'actions potentielles	18 639 732	0	-2 783 370	18 639 732
*Dont nombre d'actions propres	24 356	4 150		28 506

La valeur nominale des actions est de 1€.

5.2.10. Provisions

k€	Valeur au 31 décembre 2013	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Impact des variations de change	Valeur au 30 juin 2014
Avantages postérieurs à l'emploi	708	32			2	742
Provisions non courantes	708	32			2	742
Litiges Prud'homaux	66			-10		56
Litiges liés à C3M	158					158
Autres provisions courantes	81		-81			
Provisions courantes	305		-81	-10		214
TOTAL	1 013	32	-81	-10	2	957

Les avantages postérieurs à l'emploi envers le personnel du groupe correspondent aux indemnités pour départs en retraite et sont classés en provisions non courantes. Comme indiqué en note 5.1, la totalité des mouvements liés aux avantages postérieurs à l'emploi au 30 juin 2014 a été comptabilisé en résultat opérationnel courant, et les comptes au 1er janvier 2013 n'ont pas été retraités de l'application d'IAS 19 révisée, compte tenu de l'impact non significatif.

Il n'y a pas de passifs éventuels significatifs au 30 juin 2014.

5.2.11. Endettement financier net

L'endettement financier net s'élève à 23 474 k€ au 30 juin 2014 contre 26 204 k€ au 31 décembre 2013. Le solde de l'emprunt obligataire s'élève à 11 263 k€.

Les emprunts sont, pour l'essentiel, souscrits à taux variables (13 005 k€). La part de l'endettement fixe s'élève à 3 929 k€, dont 3 378 k€ au titre du retraitement du crédit-bail. Les taux variables applicables sont généralement Euribor 3 mois plus une marge.

Seules les sociétés du sous-groupe SMERWICK font appel à des lignes bancaires en dollar US.

➤ OBSAR (Obligations avec bons de souscription d'actions remboursables) :

En février 2006, le Groupe a émis un emprunt obligataire avec bons de souscription d'actions remboursables (OBSAR), d'une maturité de 5 ans, pour un montant de 39.875 K€, correspondant à 2.750.000 titres émis au prix de 14,50 €. Les obligations émises ont une valeur nominale de 14 €. Le solde de la composante dette s'élève à 17.071 k€ au 30 juin 2013. Les BSAR étant arrivés à échéance en mars 2013, la composante capitaux propres de l'emprunt OBSAR n'apparaît plus sur une ligne spécifique des capitaux propres.

En juillet 2010, l'emprunt OBSAR, initialement remboursable in fine en mars 2011, a fait l'objet d'un rééchelonnement en 7 annuités de décembre 2010 à mars 2016. Au 30 juin 2014, il reste 804 508 obligations en circulation.

Pour information, la Société a décidé de rembourser l'emprunt OBSAR par anticipation. Le remboursement est prévu le 1^{er} septembre 2014 et sera financé notamment par la souscription d'un emprunt bancaire classique. L'échéancier de l'OBSAR au 30 juin 2014 a été maintenu (cf. note 5.1 supra).

➤ Autres emprunts :

Aucun nouvel emprunt à moyen terme n'a été souscrit au cours du 1^{er} semestre 2014.

➤ Evolution de l'endettement financier et ventilation par nature :

Endettement financier net k€	Ouverture	Autres mouvements	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Clôture
Emprunt obligataire	16 995	-36		-5 696		11 263
Autres emprunts à + d'un an à l'origine	1 785			-1 008		776
Crédit- bail	5 274			-379		4 894
Dettes financières à plus d'un an à l'origine	24 053	-36		-7 083		16 934
Autres dettes						
Intérêts courus sur emprunts	48			-17		31
Banques, lignes court terme	20 145		1 938		75	22 158
Autres dettes financières	20 193		1 938	-17	75	22 188
Total des dettes financières	44 246	-36	1 938	-7 101	75	39 122
Valeurs mobilières			1 958			1 958
Disponibilités	18 042			-4 387	36	13 691
Disponibilités	18 042		1 958	-4 387	36	15 648
Endettement financier net	26 204	-36	-19	-2 714	39	23 474

L'endettement financier net consolidé représente 26,5% des fonds propres contre 29,9% à fin 2013.

➤ Ventilation de l'endettement financier par échéance et par type de taux :

Endettement financier net k€	Ouverture	Autres mouvements	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Clôture	dont < 1 an	dont entre 1 & 5 ans	dont > 5 ans
Emprunt obligataire	16 995	-36		-5 696		11 263	5 696	5 567	
Autres emprunts à + d'un an à l'origine	1 785			-1 008		776	246	531	
Crédit- bail	5 274			-379		4 894	766	3 314	815
Dettes financières à plus d'un an à l'origine	24 053	-36		-7 083		16 934	6 707	9 412	815
Autres dettes									
Intérêts courus sur emprunts	48			-17		31	31		
Banques, lignes court terme	20 145		1 938		75	22 158	22 158		
Autres dettes financières	20 193		1 938	-17	75	22 188	22 188		
Total des dettes financières	44 246	-36	1 938	-7 101	75	39 122	28 896	9 412	815
Valeurs mobilières			1 958			1 958	1 958		
Disponibilités	18 042			-4 387	36	13 691	13 691		
Disponibilités	18 042		1 958	-4 387	36	15 648	15 648		
Endettement financier net	26 204	-36	-19	-2 714	39	23 474	13 247	9 412	815

Les flux à payer globaux (capital et intérêts des emprunts à taux fixe) des dettes à plus d'un an à l'origine s'élèvent à 17 522 k€ (dont 6 882 k€ à moins d'un an, 9 805 k€ entre un et cinq ans et 835 k€ à plus de cinq ans).

Les disponibilités nettes (ou trésorerie nette) sont constituées par les liquidités immédiatement disponibles, déduction faite des découverts, et par les placements à court terme ayant une échéance inférieure ou égale à trois mois à la date de souscription (cf. note 5.2.7). Les comptes bancaires créditeurs intègrent les créances clients cédées non échues pour un montant de 9 121 k€ au 30 juin 2014 (9 547 k€ au 31 décembre 2013) reclassées au bilan conformément aux normes IFRS.

5.2.12. Dettes courantes

K€	30 juin 2014	31 décembre 2013
Fournisseurs	28 742	22 520
Impôt sur les sociétés	3	179
<i>Autres dettes fiscales</i>	<i>1 584</i>	<i>2 561</i>
<i>Dettes sociales</i>	<i>2 455</i>	<i>2 435</i>
<i>Dettes sur immobilisations</i>	<i>100</i>	<i>94</i>
<i>Avances et acomptes reçus</i>	<i>425</i>	<i>527</i>
<i>Avoirs à établir (remises de fin d'année)</i>	<i>1 497</i>	<i>2 500</i>
<i>Dettes diverses</i>	<i>76</i>	<i>42</i>
<i>Instruments financiers dérivés</i>	<i>213</i>	<i>714</i>
<i>Dividendes à payer</i>	<i>3 234</i>	<i>0</i>
<i>Produits constatés d'avance</i>	<i>22</i>	<i>32</i>
Autres passifs courants	9 605	8 904
Total	38 349	31 603

Les autres dettes fiscales sont constituées pour 1 020 k€ de TVA à payer. Les instruments financiers dérivés correspondent à des instruments de couverture de trésorerie décrits en note 5.5.

5.2.13. Instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est égale à leur valeur comptable telle qu'elle figure au bilan.

5.3. Présentation des postes du compte de résultat

5.3.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par zones géographiques se répartit de la façon suivante :

Chiffre d'affaires hors groupe (en k€)	30 juin 2014	%	30 juin 2013	%
France	79 610	77%	78 452	78%
Union Européenne	12 305	12%	7 190	7%
Hors Union Européenne	11 493	11%	15 132	15%
Total	103 408		100 774	

Le premier client du Groupe représente 10,3% du chiffre d'affaires semestriel.

5.3.2. Charges de personnel et effectifs

K€	30 Juin 2014	30 juin 2013
Salaires et traitements	7 395	7 238
Charges sociales	2 457	2 494
Total	9 853	9 732

Effectif moyen	S1-2014	S1-2013
Marketing / Communication	23	22
Achats	47	38
Commercial	171	190
Logistique	109	98
Administration / Finances	48	43
Informatique	11	9
Total	409	398

Le Groupe a maintenu en IFRS le traitement retenu en normes françaises du droit individuel à la formation. Les dépenses engagées au titre du DIF ne donnent lieu à aucun provisionnement et constituent ainsi une charge de l'exercice lorsque les dépenses sont encourues.

Le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 26 369 heures au 30 juin 2014.

Le montant du crédit d'impôt compétitivité-emploi comptabilisé au 1^{er} semestre s'élève à 186 k€.

5.3.3. Dotations nettes aux amortissements et provisions

K€	30 juin 2014	30 juin 2013
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	753	749
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation des stocks	89	-244
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation des créances	-27	21
Dotations nettes diverses	22	33
Dotations nettes opérationnelles courantes	837	560
Dotations nettes financières	0	-36
Autres dotations nettes opérationnelles non courantes	-81	0
TOTAL des dotations (nettes des reprises) de l'exercice	757	524

Le signe - indique une reprise de provision.

5.3.4. Charges et produits financiers

k€	30 juin 2014	30 juin 2013
Charges financières nettes, dont :	-400	-606
- coût de l'endettement financier net	-518	-613
- autres	117	7
Gain (perte) de change non opérationnels	-25	-58
Total	-425	-664

5.3.5. Impôt sur les bénéfices

- Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée :

en K€	30 juin 2014	30 juin 2013
Résultat avant impôt	5 735	5 913
Impôt théorique au taux de droit commun français (1)	1 912	1 971
Incidence des taux d'imposition étrangers	-77	-183
Incidence des différences permanentes	-15	9
Incidence de la contribution sociale (3,3%)	41	40
Incidence de la contribution sur dividendes	89	
Autres	3	-4
Impôt effectif	1 953	1 833

(1) à 33,33%

- Ventilation de la charge d'impôt :

K€	30 juin 2014	30 juin 2013
Impôt exigible	1 869	1 733
Charge (crédit) d'impôt différé	84	99
TOTAL	1 954	1 832

- Impôts différés :

Les créances et dettes d'impositions différées sont présentées pour leur montant net par société.

Ventilation des impôts différés par nature	Impôts différés 30 juin 2014		Impôts différés 31 décembre 2013		
	K€	actifs	passifs	actifs	passifs
Retraitement de crédit bail			535		473
Provisions indemnités de départ à la retraite	178			168	
Profits sur stocks	208			191	
Instruments financiers dérivés	34			238	
Annulation de la provision pour hausse de prix			544		544
Autres différentes temporaires	47			97	
Total	467	1 079	694	1 018	

Les mouvements nets d'impôts différés sur le 1er semestre 2014, soit -288 k€, ont été constatés en charge d'impôt nette à hauteur de -83 k€ et en autres éléments du résultat global à hauteur de -204 k€ (liée à la part efficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture).

Tous les actifs d'impôts différés sont comptabilisés. Il n'y a pas d'impôts différés actifs sur déficits reportables.

5.3.6. Bénéfice par action

Au 30 juin 2014, le nombre total d'actions s'élève à 18.639.732. Le bénéfice net par action est de 0,20 €. Il n'y a pas d'instrument dilutif du capital au 30 juin 2014.

5.4. Information sectorielle

Compte tenu de son activité et de son organisation interne, le groupe a déterminé les secteurs suivants :

- Par l'intermédiaire du pôle Europe, le groupe exerce un métier de « concepteur et importateur de gammes », associé à une forte dimension de services, notamment en matière de logistique. Cette activité s'adresse, via les filiales situées en France, aux distributeurs français et européens.
- Par l'intermédiaire du pôle Asie, le groupe propose aux importateurs de la distribution internationale :
 - de faire fabriquer, d'assurer le suivi qualité ainsi que la livraison des gammes et des articles conçus par les clients,
 - de commercialiser auprès d'eux les gammes modes conçues par le groupe U10
 - et une activité combinant création de gammes et sourcing, permettant de proposer des gammes clé en main à l'exportation, à destination d'importateurs et de grands comptes de la distribution mondiale.

30 juin 2014	Pôle Europe	Pôle Asie	Non affectable à un secteur	Total
Produits sectoriels provenant de ventes à des clients externes	69 244	33 611	31	102 886
Produits sectoriels intersecteurs	91	11 247	2 374	13 712
Résultat opérationnel	6 985	309	-1 134	6 160
Résultat financier				-425
Charge d'impôt sur le résultat				-1 954
Résultat net consolidé				3 781
Actifs sectoriels	123 399	36 455	8 356	168 210
Passifs sectoriels	41 010	19 828	107 372	168 210
Investissements	467	410	38	915
Charges d'amortissements	568	45	141	753
Charges calculées hors amortissements	1	0	3	4

30 juin 2013	Pôle Europe	Pôle Asie	Non affectable à un secteur	Total
Produits sectoriels provenant de ventes à des clients externes	69 636	30 607	33	100 276
Produits sectoriels intersecteurs	61	12 656	2 695	15 412
Résultat opérationnel	6 869	605	-903	6 570
Résultat financier				-664
Charge d'impôt sur le résultat				-1 833
Résultat net consolidé				4 080
Actifs sectoriels	128 517	34 375	7 461	170 353
Passifs sectoriels	41 608	16 668	112 078	170 353
Investissements	975	2	52	1 029
Charges d'amortissements	542	45	162	749
Charges calculées hors amortissements	-167	-10	-48	-225

Les passifs sectoriels correspondent aux dettes financières et dettes d'exploitation. Afin de rapprocher les passifs sectoriels avec le bilan, les autres postes du passif sont regroupés dans la colonne « non affectable à un secteur ».

Passifs non affectables à un secteur	30 juin 2014	30 juin 2013
Services centraux	5 158	9 016
Réserves	88 702	83 750
Emprunt OBSAR	11 263	17 071
Provisions (y compris impôts différés)	2 036	1 869
Instruments financiers	213	372
TOTAL	107 372	112 078

5.5. Engagements hors bilan

Les procédures mises en place par le Groupe permettent de recenser l'ensemble des principaux engagements du Groupe et de ne pas omettre d'engagements significatifs.

ENGAGEMENTS HORS BILAN (en K€)	Principales caractéristiques		30 juin 2014	2013
LIES AU PERIMETRE DU GROUPE			néant	néant
LIES AU FINANCEMENT				
<i>1/ Engagements donnés</i>				
Nantissements de titres de participation	Titres L3C nantis en garantie d'un emprunt représentant 120% du capital restant dû	1-2	-	800
Nantissements de comptes bancaires	Comptes bancaires nantis en garantie d'un emprunt	1	226	369
Instruments de couverture	Couverture de taux sur emprunts	1	11 489	18 077
<i>2/ Engagements reçus</i>				
Garanties données par des tiers aux banques de sociétés du périmètre			549	725
LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES				
<i>1/ Engagements donnés</i>				
Crédit bail non retraité			128	158
Instruments de couverture	Contrats d'achats à terme de dollars US		14 478	23 058
	Contrats de ventes à terme d'euros		1 058	1 961
<i>2/ Engagements réciproques</i>				
Crédits documentaires fournisseurs			7 647	7 332
Crédits documentaires clients			-	426

1: solde de l'emprunt à la fin de la période

2: engagements donnés à des tiers en faveur de sociétés du périmètre

➤ Nantissements

Ce poste comprend uniquement des nantissements en garantie d'emprunts.

Par ailleurs, les éléments incorporels du contrat de crédit-bail souscrit par L3C pour ses bâtiments sont nantis en faveur du bailleur.

➤ Garanties

Pour mémoire, des garanties sont données aux banques des sociétés du Groupe sous forme de garanties à première demande ou de lettres de confort, permettant aux filiales locales d'obtenir des découverts bancaires ou des avances de trésorerie. Au 30 juin 2014, le montant de ces garanties s'élève à 26 651 k€ et les découverts correspondants à 9 935 k€.

➤ Couverture de change :

Des contrats d'achat à terme de devises sont souscrits et s'inscrivent dans le cadre d'une politique de couverture visant à garantir des opérations commerciales (achats de marchandises) réalisées à l'international.

Sur la base du cours de conversion en vigueur au 30 juin 2014, le solde de ces contrats s'établit à 14 478 k€, à échéance 2014 et leur juste valeur (gain latent de +111 k€) est constatée en autres créances. Les contrats étant considérés comme efficaces en totalité, leur juste valeur a été constatée en « autres éléments du résultat global ».

Devise	Echéance	Montant nominal en k\$	Montant au 30 juin 2014 en k\$	Cours de couverture moyen €/us\$	Solde converti en k€
USD	2014	19 800	19 800	1,3763	14 386
TOTAL		19 800	19 800		14 386

Par ailleurs, les sociétés du sous-groupe SMERWICK ont souscrit des contrats simples de ventes à terme d'euros contre dollars US. Il s'agit de garantir les encaissements en euros à recevoir des clients. Au 30 juin 2014, ces contrats s'élèvent à 1 058 k€.

➤ Couvertures de taux et autres engagements :

A compter du 1^{er} septembre 2011, les échéances d'intérêts de l'emprunt obligataire ont fait l'objet d'un swap de taux variable à taux fixe passant de Euribor 3 mois +1,5% à un taux fixe de 1,65% + 1,5% sur un montant représentant 98% du capital restant dû.

Par ailleurs, le Groupe a mis en place les couvertures suivantes :

- Une couverture de type « Collar » sur un emprunt initialement à taux variable (Euribor 3 mois hors marge) : le taux plancher est fixé à 1,5%, le taux plafond à 4,0% (hors marge). L'emprunt a été soldé au 30 juin 2014.
- Un swap de taux variable à taux fixe passant de Euribor 3 mois à 2% sur un emprunt dont le solde s'élève à 226 k€ au 30 juin 2014.

La juste valeur de ces couvertures, considérées comme efficaces en totalité, s'établit à -213 k€ et est constatée en « autres éléments du résultat global ».

Au 30 juin 2014, le Groupe n'avait pas connaissance d'information lui permettant d'estimer de façon fiable la valeur d'engagements nés à l'occasion d'acquisitions récentes. Les engagements de rachat des participations des minoritaires, liés au maintien des dirigeants durant une période minimale, se fait sur la base d'un multiple du résultat net. Les engagements signés entre le Groupe et les cédants interdisent la publication d'informations individualisées.

A l'exception du point ci-dessus et à la connaissance de la société, l'information présentée en annexe n'omet pas l'existence d'un engagement hors-bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

➤ Engagements reçus et engagements réciproques

Le groupe utilise le crédit documentaire auprès de certains de ses fournisseurs. Le montant de ces engagements réciproques s'élève à 7 647 k€ au 30 juin 2014.

5.6. Parties liées

Sont considérés comme dirigeants le Président, les Directeurs Généraux Délégués et les membres du Conseil d'Administration de la société U10.

Les transactions avec les parties liées indiquées ci-après concernent les sociétés ayant un dirigeant commun avec la société U10.

5.6.1. Entreprises liées

K€	TLK	FINANCIERE DES DOCKS	30 juin 2014	TLK	FINANCIERE DES DOCKS	30 juin 2013
Prestations de services données	17	1	17	15	1	16
Prestations de services reçues	487		487	480		480
Autres produits facturés						
Total créances	5	1	5	6	1	7
Total dettes	169		169	126		126

5.6.2. Rémunérations des dirigeants

La rémunération versée aux dirigeants s'est élevée, charges sociales incluses, à 221 k€ au cours du premier semestre 2014, contre 219 k€ au premier semestre 2013.

Au 30 juin 2014, il n'y a ni avances, ni crédits alloués aux membres de la direction, ni avantages postérieurs à l'emploi liés aux dirigeants.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société U 10, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à ROANNE et VILLEURBANNE - le 2 septembre 2014.

Les Commissaires aux Comptes

EXCO FIDOGEST
Frédéric VILLARS

ORFIS BAKER TILLY
Bruno GENEVOIS